



PALAIS DE LA PORTE DORÉE

N° DE MARCHÉ

2	0	2	6	-	0	1	7	-	1
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)**

OBJET : PRESTATIONS DE SERVICE DE CONTRÔLE, D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE, CORRECTIVE ET CURATIVE DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES DE COURANTS FORTS AINSI QUE LA RÉALISATION DE PETITS TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ ANNEXES DU BÂTIMENT (LOT 1) ET DES INSTALLATIONS DE SÛRETÉ DE COURANTS FAIBLES (LOT 2 : ENTRETIEN, MAINTENANCE, DÉPANNAGE ET NOUVELLES INSTALLATIONS), POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE

LOT 1 : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES DE COURANTS FORTS (CFO)

TITULAIRE :

Le présent CCTP est composé de dix-huit (18) pages hors annexes.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS À RÉALISER PAR LE TITULAIRE

ARTICLE 4 : GESTION DE LA MAINTENANCE ASSISTÉE PAR ORDINATEUR (GMAO)

ARTICLE 5 : PILOTAGE DU MARCHÉ

ARTICLE 6 : PRINCIPES ENVIRONNEMENTAUX À RESPECTER

ANNEXES :

- Annexe 1 : Cahier de plans du bâtiment
- Annexe 2 : Inventaire technique des installations de courant fort
- Annexe 3 : Gammes de maintenance
- Annexe 4 : Terminologie des opérations de maintenance
- Annexe 5 : Description de l'installation de distribution et du matériel électrique

ARTICLE 1 : OBJET ET PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet de confier à un titulaire un marché pour la réalisation de prestations de service de contrôle, d'exploitation et de maintenance préventive, corrective et curative des installations électriques de courants forts (lot 1), ainsi que la réalisation de petits travaux d'électricité annexes pour répondre aux besoins de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée (ci-après désigné « l'Établissement »).

De manière générale, les conditions à garantir sont les conditions de fonctionnement, d'utilisation et d'exploitation définies dans les dossiers d'ouvrages exécutés (DOE) relatifs aux installations électriques de courants forts concernées. La recherche du meilleur niveau de qualité des prestations à réaliser devra être un enjeu constant pour le titulaire du présent marché.

1.2 - Périmètre du marché

Le périmètre du présent marché intègre tous les ouvrages, installations et équipements de courant fort (CFO) de l'Établissement tels que décrits dans l'inventaire joint en annexe 2 du présent CCTP.

Cette liste n'est pas exhaustive, le titulaire doit inclure dans son périmètre de prestation tous les accessoires et équipements divers contribuant au fonctionnement optimal des installations électriques de l'Établissement.

Le titulaire est responsable du bon fonctionnement des installations objet du marché 24h/24 et 7j/7.

1.3 - Installations hors périmètre du marché

Sont exclues du périmètre du présent marché les prestations suivantes :

- La fourniture de fuel nécessaire au fonctionnement du groupe électrogène de l'Établissement, prise en charge directement par l'Établissement ;
- Les contrôles réglementaires devant être effectués sur les installations électriques, ceux-ci étant réalisés exclusivement par un organisme agréé.

Par ailleurs, certaines installations électriques alimentent un équipement qui est rattaché à un autre poste technique (maintenance CVC pour les équipements de l'Aquarium tropical (ci-après désigné « l'Aquarium »)). La limite des prestations du présent marché se situe en amont des bornes de raccordement du câble d'alimentation des armoires et coffrets de commande et de protection ou des équipements concernés.

Ainsi, une distinction a été établie dans les codifications des équipements attribués au titulaire du présent marché de maintenance courant fort et ceux du marché de maintenance plomberie/CVC des installations de l'Aquarium. Par exemple, les armoires électriques à maintenir dans le cadre du présent marché sont codifiées « TDCF » pour tableau divisionnaire courant fort en distinction de « TDCV » pour tableau divisionnaire CVC maintenue par le mainteneur CVC.

En cas de doute, le titulaire aura pour obligation d'en informer l'Établissement : tant qu'il n'aura pas eu d'information contraire émanant du représentant de l'Établissement, il devra considérer l'équipement comme faisant partie de son périmètre d'intervention.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

2.1 – Engagements et obligations de l'Établissement

Pour garantir la bonne exécution des prestations objet du présent marché, l'Établissement s'engage, pendant toute la durée du marché, à :

- Garantir au titulaire l'accès aux appareils, équipements annexes et toutes installations utiles ou nécessaires à l'exécution des prestations objet du marché,
- Assurer la fourniture des fluides nécessaire à l'alimentation des appareils et équipements objet de la maintenance, conformément aux spécifications particulières des installations,
- Donner au titulaire tous les renseignements, documents et informations dont il dispose et nécessaires à l'exécution des prestations et mis à jour concernant l'identification et la localisation des installations de l'Établissement,
- Mettre à disposition des agents du titulaire un local situé en sous-sol, leur permettant d'entreposer tout ou partie du stock de pièces détachées, des matériels, outillages et produits nécessaires à l'exécution du présent marché. Il ne peut être utilisé qu'à cette fin. Le titulaire devra le prendre dans l'état où il lui est remis par l'Établissement et en assurera la surveillance et l'entretien en bon état de propreté. Le titulaire pourra, s'il le juge utile, proposer à l'Établissement l'adjonction à ses frais de tout aménagement complémentaire qu'il jugera nécessaire, soumis à l'accord écrit de l'Établissement sur descriptif détaillé avant tout commencement de mise en œuvre. L'Établissement se réserve le droit d'accès au dit local et a la possibilité de l'échanger sous réserve de mettre à disposition un local comparable.

2.2 – Engagements et obligations du titulaire

2.2.1 – Obligation de résultat

Le titulaire supporte une obligation de résultat quant à l'exécution des prestations objet du présent marché.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire devra réaliser l'ensemble des prestations de maintenance prévues au marché, y compris toutes sujétions d'exécution et de contrôle d'exécution.

Il garantira à l'Établissement :

- Le respect des conditions de fonctionnement des appareils, équipements annexes et installations (spécifications techniques des constructeurs) objet des prestations du marché,
- Les précautions et mesures nécessaires à la réalisation des prestations en milieu occupé (réalisation de certaines prestations en dehors des heures ouvrées par exemple), l'intervention devant générer le moins de gêne possible pour les usagers du bâtiment (public, agents et autres prestataires,
- Les performances optimales de fonctionnement des appareils, équipements annexes et installations objet des prestations du marché,
- La fiabilité et la pérennité des appareils, équipements annexes et installations objet des prestations du marché,
- Le maintien des appareils, équipements annexes et installations, en conformité avec les réglementations en vigueur applicables et les règles de l'art,
- La mise à jour en temps réel de la documentation technique relative aux installations et zones prises en charge par le titulaire dans le cadre du présent marché (DOE, plans, schémas...),
- La recherche permanente de l'amélioration des résultats au moindre coût,
- La propreté des locaux (après intervention) où sont localisés les appareils, équipements annexes et les installations objet des prestations du marché.

Pour l'exécution des prestations, le titulaire devra se conformer aux normes et règlements applicables à ce type d'installations ainsi qu'aux notices d'entretien des constructeurs.

Avant tout début d'intervention, la zone de travail devra être balisée et signalée par tous moyens et l'indisponibilité des équipements concernés devra également être explicitement indiquée.

En cas d'évolution de la réglementation applicable dans le domaine des prestations objet du marché qui impliquerait des modifications de la périodicité des prestations de maintenance obligatoires, le titulaire devra en informer sans délai l'Établissement afin que le programme de maintenance du présent marché soit mis en conformité avec la réglementation. Cette information devra être réalisée par écrit et adressée au responsable technique de l'Établissement. Le titulaire sera responsable du respect de la réglementation à cet égard.

Le titulaire assurera un rôle de conseil de l'Établissement pendant toute la durée d'exécution du marché, quelle que soit la prestation considérée.

Toute intervention de maintenance corrective rendue nécessaire par une faute du titulaire dûment constatée par l'Établissement et commise dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché sera à la charge financière exclusive du titulaire.

2.2.2 – Qualification et habilitation des personnels du titulaire et de ses sous-traitants

Tous les personnels du titulaire et ceux de tous ses sous-traitants dûment agréés par l'Établissement, amenés à procéder à une ou plusieurs interventions de maintenance sur le site de l'Établissement, devront posséder toutes les qualifications et habilitations électriques requises pour la réalisation des prestations objet du marché, ainsi qu'une bonne connaissance du site et des consignes de sécurité et d'accès données par l'Établissement. Le titulaire garantit l'Établissement à cet égard et devra être en mesure de les justifier, pendant toute la durée d'exécution du marché.

L'absence constatée de qualification et/ou de certification des personnels intervenant sur le site de l'Établissement dans le cadre du présent marché entraînera l'application de pénalités financières à l'encontre du titulaire, telles que prévues au CCAP du marché.

En tant que de besoin, le titulaire s'engage à mettre en place en faveur de ses personnels des plans de formations adaptées aux besoins des prestations du marché et des nécessités de qualifications et certifications à jour. Il s'engage également à maintenir à l'égard de ses personnels et pendant toute la durée d'exécution du présent marché un niveau de formation suffisant.

2.3 – Fin de marché

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les matériels et équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

En cas de carence constatée dans l'exécution des prestations ou dans le respect des clauses du présent marché, les travaux de remise en état seront réalisés soit par le titulaire sortant avant la fin du marché, soit par le titulaire entrant, dès après la notification du nouveau marché. Dans ce cas, ces travaux de remise en état seront facturés aux frais exclusifs du titulaire sortant.

Le titulaire s'engage, dans un délai de six (6) mois avant l'échéance du marché, à restituer toutes les documentations nécessaires à la maintenance complète des installations et à remettre un rapport de fin de marché faisant le bilan des installations dont il avait la charge.

Si le rapport de fin de marché fait ressortir des opérations correctives ou curatives nécessaires, le titulaire devra en assurer la réalisation jusqu'à remise en état, validée par l'Établissement, y compris rapports de contrôle ou d'autocontrôle et mise à jour de la documentation.

Les manquements à ces obligations pourront faire l'objet de l'application d'une pénalité financière, prévue au CCAP du marché.

2.4 – Textes et normes applicables et documents de référence

Les textes, normes et documents de référence applicables au présent marché sont les suivants, sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Décret n°88-1056 du 14 novembre 1988, modifié par le décret n°95-608 du 6 mai 1995 (entrée en vigueur le 01/01/1997), portant sur la protection des travailleurs contre les courants électriques ;
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié par l'arrêté du 13 janvier 2004, relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- Décret n° 83-721 du 2 août 1983 (JO du 5 août 1983) complétant le code du travail en ce qui concerne l'éclairage des lieux de travail ;

- Norme « NF-C-13100 » : postes de livraison établis à l'intérieur d'un bâtiment et alimentés par un réseau de distribution publique deuxième catégorie (HT) ;
- Norme « NF-C-13200 » : installations électriques à haute tension (HT) ;
- Norme « NF-C-15100 » : installations électriques à basse tension (BT) ;
- Norme « NF-C-14100 » : installations de branchement de première catégorie entre un réseau de distribution et l'origine des installations intérieures (BT) ;
- UTE-C-18510 : recueil d'instructions générales de sécurité d'ordre électrique ;
- UTE-C-18530 : carnet de prescriptions de sécurité électrique destiné au personnel habilité ;
- UTE-C-15103 : choix des matériels en fonction des influences externes ;
- UTE-C-15476 : sectionnement, commande, coupure ;
- UTE-C-15520 : canalisations, modes de pose, connexions ;
- UTE-C-559 : installation d'éclairage en Très Basse Tension ;
- UTE-C-15401 : guide pratique des installations de groupes moteurs thermiques générateurs ;
- Notice technique sur les onduleurs dynamiques.

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS À RÉALISER PAR LE TITULAIRE

3.1 – Description générale des installations et prestations objet du marché

Dans le cadre du présent marché, le titulaire devra assurer, pour le compte de l'Établissement, la conduite, la maintenance, l'entretien, le dépannage et les contrôles obligatoires, relevant de la part forfaitaire du marché, des installations de courants forts (CFO) suivantes, détaillées en annexe 2 du présent CCTP :

- Alimentation électrique moyenne tension (poste de livraison et transformateurs) ;
- Alimentation et distribution électrique basse tension ;
- Appareillage électrique des locaux ;
- Éclairage de sécurité ;
- Éclairage extérieur ;
- Protection contre la foudre ;
- Production d'électricité de remplacement (groupes électrogènes) ;
- Onduleurs ;
- Paratonnerre.

Les prestations forfaitaires attendues sont notamment les suivantes :

- La conduite de l'installation,
- La surveillance de l'installation,
- Le réglage de l'installation,
- La maintenance préventive (travaux de petit entretien),
- Le maintien en sécurité et en conformité,
- L'assistance à l'exploitant et le conseil,
- Une permanence « électricité » sur le site de l'Établissement (selon les jours et horaires mentionnés à l'article 2.2.2 ci-dessus),
- Une astreinte 24h/24 et 7j/7, effective en dehors des jours et horaires de présence de la permanence sur site (cf. article 3.3.8 ci-après).

Cette liste n'est pas exhaustive.

Des prestations complémentaires pourront faire l'objet de commandes ponctuelles de la part de l'Établissement, lorsque ces prestations complémentaires ne feront pas partie du périmètre des prestations forfaitaires du marché.

Après toute intervention, le titulaire devra renseigner de façon systématique le registre de sécurité du bâtiment, sous peine de l'application d'une pénalité prévue au CCAP du marché.

3.2 – Prise en charge des installations

3.2.1 – État des lieux des installations

Le titulaire s'engage, lors de la prise en charge des installations en début de marché, à effectuer un état des lieux technique des équipements et ouvrages composant les installations électriques de l'Établissement.

L'état des lieux technique aura pour objectifs :

- D'identifier les éventuelles non-conformités des installations vis-à-vis de la réglementation,
- De vérifier la sécurité des installations vis-à-vis des personnes et des biens, d'identifier les installations et situations à risque,
- D'évaluer l'état général des équipements techniques pris en charge (notamment, respect des règles de montage, état de dégradation, qualité de maintenance précédemment appliquée, ...),
- De compléter l'outil de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO),
- D'identifier les équipements en panne ou présentant des dysfonctionnements, de vérifier la capacité à exploiter et maintenir les installations (notamment : accessibilité, disponibilité de la documentation associée, possibilité d'approvisionner les pièces de rechange...).

L'état des lieux consistera à procéder à :

- Un examen visuel (respect des règles de montage, état de dégradation, vieillissement, vétusté, accessibilité, ...),
- Des essais fonctionnels des installations réalisées par le prestataire sortant (tests des organes de sécurité et des commandes, ...),
- Et une vérification de la documentation technique associée et de l'historique des installations (dossier d'intervention ultérieur sur ouvrage -DIUO-, dossiers des ouvrages exécutés -DOE-, rapports de maintenance, rapports des bureaux de contrôle...).

À l'issue de l'état des lieux, le titulaire rédigera un rapport de prise en charge faisant état des équipements et ouvrages du bâtiment, à remettre à l'Établissement dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de notification du présent marché.

Les manquements à ces obligations pourront faire l'objet de l'application d'une pénalité financière à l'encontre du titulaire, prévue au CCAP du marché.

3.2.2 – Dossier d'exploitation et de maintenance

Dans le même délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de la notification du présent marché, le titulaire constituera le dossier d'exploitation et de maintenance des installations électriques de l'Établissement comportant obligatoirement :

- Les plans de prévention ;
- L'inventaire des équipements à jour ;
- Les procédures de conduite de maintenance corrective et préventive ;
- L'ensemble des gammes de maintenance pour chacun des équipements et ouvrages intégrées dans l'outil de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO), telles que détaillées à titre indicatif à l'annexe 3 du présent CCTP ;
- Le plan d'assurance qualité ;
- Les consignes d'exploitation ;
- L'organigramme des équipes intervenant sur le site de l'Établissement.

Le titulaire tiendra à jour le dossier d'exploitation et de maintenance, en intégrant les modifications organisationnelles, fonctionnelles et techniques qui auront lieu, pendant toute la durée du présent marché, sur l'ensemble du site de l'Établissement.

3.2.3 – Planning des interventions préventives

Un planning des interventions préventives devra être remis à l'Établissement au début de chaque année et le titulaire s'engage à s'y conformer sans intervention de la part du représentant de l'Établissement, conformément aux indications de l'annexe 2 du CCTP (gammes de maintenance).

Les **visites annuelles** devront être programmées durant le mois de **juin** et les **visites semestrielles** devront être programmées en **mars et septembre**.

Le planning des interventions préventives pourra être modifié en cours d'année, en fonction des conditions d'utilisation des équipements ou d'événements spécifiques. Les modalités pratiques de toutes ces modifications seront arrêtées d'un commun accord entre les parties.

3.3 – Maintenance en condition opérationnelle et exploitation des installations électriques

3.3.1 – Pilotage, conduite et surveillance

Afin d'assurer une disponibilité optimale du système électrique de l'Établissement, le titulaire s'engage à assurer le pilotage, la conduite et la surveillance des installations de courants fort de l'Établissement, en exécutant en particulier les prestations suivantes :

- Réaliser des études d'exécution de la maintenance (mise en place d'une méthodologie générale de conduite et de surveillance des installations en vue d'optimiser leurs performances),
- Effectuer les opérations de conduite des installations dans les règles de l'art (mettre en service et arrêter les installations, ajuster les exigences de fonctionnement,
- Consigner les équipements devant être hors de fonctionnement, contrôler l'état des installations, effectuer les rondes nécessaires,
- Effectuer le suivi des énergies et optimiser les consommations (définition des stratégies d'exploitation et de consommations puis mise en œuvre),
- Assurer le suivi des garanties des ouvrages et équipements,
- Planifier et suivre les contrôles réglementaires et assimilés,
- Assurer la veille technologique et réglementaire,
- Assurer la gestion de la documentation technique et d'exploitation,
- Définir le plan pluriannuel d'entretien et de renouvellement des installations.

Les prestations visées ci-dessus font partie de la part forfaitaire du marché.

3.3.2 – Permanence sur site

En vue de garantir la bonne exécution des prestations visées aux articles 3.1 (prestations du marché), 3.2 (prise en charge des installations) et 3.3 (maintien en condition opérationnelle et exploitation des installations électriques) ci-dessus, le titulaire devra organiser ses équipes afin de garantir la présence sur le site de l'Établissement de moyens humains suffisants et justifiant des compétences nécessaires pour assurer les prestations objet du marché. En cas de remplacement temporaire ou non du technicien de permanence, ce remplacement devra être assorti d'une supervision renforcée par le responsable technique pendant toute la période de remplacement.

Le titulaire s'engage en particulier à ce qu'un technicien de maintenance spécialisé en CFO faisant partie de ses équipes, soit présent sur le site de l'Établissement dans le cadre d'une permanence électrique aux jours et horaires suivants (au minimum) :

- Le lundi : De 8h à 15h30 inclus ;
- Du mardi au vendredi (heures ouvrables) : De 10h à 17h30 inclus ;
- Du samedi au dimanche (heures ouvrables) : De 10h à 19h inclus.

L'Établissement étant fermé les : 1^{er} janvier, 1^{er} mai et 25 décembre, ces journées sont exclues de l'obligation de présence électrique sur site.

Les éventuels compléments de permanence, pour les événements et manifestations organisés dans les espaces de l'Établissement se prolongeant ou se déroulant en dehors des heures ouvrables susmentionnées, feront l'objet d'un bon de commande de la part de l'Établissement pour la réalisation par le titulaire de cette prestation de permanence complémentaire.

En dehors des horaires de présence sur le site de l'Établissement du technicien visé ci-dessus, il sera fait appel à l'équipe d'astreinte du titulaire (cf. point 3.3.7 ci-après).

Les opérations de maintenance préventive à la charge du technicien de permanence présent sur le site de l'Établissement et qui impactent la sécurité et/ou le déroulement des activités de l'Établissement, devront être réalisées en dehors des horaires d'ouverture au public et/ou en dehors des horaires des événements, en coordination avec le représentant de l'Établissement.

Pour toute absence constatée ou retard du technicien présent sur le site de l'Établissement sur ses horaires obligatoires de présence susmentionnés, le titulaire pourra faire l'objet de l'application d'une pénalité financière prévue au CCAP du marché.

3.3.3 – Entretien et maintenance préventive (part forfaitaire)

Le titulaire devra assurer l'entretien et la maintenance de niveaux 1 à 4, tels que définis dans la norme FD X60-000 de 2016 et détaillés à l'annexe 4 du présent CCTP, sur l'ensemble des domaines techniques de l'ouvrage des sections techniques définies ci-après des équipements indiqués dans l'inventaire, conformément aux dispositions de l'annexe 4 du présent CCTP (Terminologie des opérations de maintenance).

Le titulaire devra, au titre de la part forfaitaire, l'entretien des cellules « arrivées 20kV » ERDF et les têtes de câbles situées à l'intérieur des cellules. À ce titre, le coût de la mise hors tension des câbles « arrivées 20kV » sera à la charge du titulaire. Ce dernier devra également assurer la coordination de la prestation auprès de la société réalisant la prestation (ENEDIS).

Le titulaire devra réaliser des prestations d'entretien des luminaires et points d'éclairage dans le cadre de l'ensemble de ses interventions préventives (relampage systématique,) et l'ensemble des interventions correctives (relampage ponctuel, remplacement à l'identique des ballasts et starters ou en LED quand ceux-ci ne le sont pas, nettoyage des globes...). Ces prestations d'entretien font partie intégrante de la part forfaitaire du présent marché, qu'il s'agisse de l'éclairage intérieur, de l'éclairage extérieur ou de l'éclairage de sécurité, et quelles que soient les contraintes d'accès.

Les fournitures des lampes, tubes, etc. font partie de la part forfaitaire du marché, dans la limite financière du « stock » constitué par le titulaire, tel que visé ci-après, pour toutes ces fournitures, allant au maximum jusqu'à la somme de trois cents euros hors taxe (300 € HT) par pièce (cf. DPGF du marché). Dans une démarche de baisse de la consommation électrique, le relampage devra être réalisé par le titulaire en LED, à l'exception de certains luminaires historiques lui étant signalés par l'Établissement dans l'annexe 5 du CCTP.

Le remplacement à l'identique des batteries d'accumulateurs pourra être effectué selon le résultat des mesures préconisées par le constructeur de l'alimentation ou si elles montrent un signe d'usure inhabituelle. Dans les autres cas, les batteries devront être changées par un matériel neuf au plus tard quatre (4) ans après leur mise en service.

La part forfaitaire du présent marché inclut également les coûts d'élimination des déchets polluants par le titulaire (tubes fluorescents, lampes à vapeur de mercure ou vapeur de sodium, batteries, etc.). La réglementation relative à la protection de l'environnement devra être scrupuleusement respectée par le titulaire. À ce titre, le titulaire aura l'obligation d'acheminer ces déchets vers un centre de destruction adapté et certifié par les autorités compétentes. Le titulaire devra remettre à l'Établissement l'ensemble des certificats de destruction.

Les manquements à ces obligations pourront faire l'objet de l'application d'une pénalité financière à l'encontre du titulaire, prévue au CCAP du marché.

Le remplacement des blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES) défectueux, situés à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment de l'Établissement, devra être réalisé systématiquement en LED et fera partie intégrante des prestations forfaitaires dues par le titulaire.

Hormis les cas d'urgence impactant la sécurité des biens et/ou des personnes, les interventions nécessitant une coupure d'électricité feront l'objet d'une planification, dans un délai minimum d'une semaine avant ladite coupure, en concertation avec le représentant de l'Établissement.

Toute intervention spécifique nécessitant une coupure d'électricité et ayant une incidence, directe ou indirecte, sur le fonctionnement normal du site devra avoir reçu l'accord exprès et préalable du représentant de l'Établissement.

Dans le cadre de la part forfaitaire du marché, le titulaire devra disposer de l'outillage et des appareils de mesure ou de contrôle, et d'un stock de l'ensemble des fournitures et des consommables, nécessaires pour les opérations de maintenance préventive effectuées sur les équipements électriques du bâtiment et sur le groupe électrogène avec notamment la fourniture d'huile lors des vidanges, filtration, etc. Il en restera responsable et devra respecter les dispositions de l'article 6 ci-après du présent CCTP en matière d'évacuation et/ou de recyclage.

Comme indiqué à l'article 1.3 ci-avant du présent CCTP, l'Établissement conserve à sa charge exclusive le coût financier de la fourniture du fuel du groupe électrogène. En revanche, le titulaire, qui aura à sa charge la réception, le stockage et le suivi des consommations de fuel, devra prendre toutes les dispositions permettant à l'Établissement de déclencher l'approvisionnement du fuel dès que nécessaire.

Les prestations visées ci-dessus font également partie de la part forfaitaire du marché.

3.3.4 – Assistance du titulaire lors de contrôles réglementaires des installations

Le titulaire aura une mission d'assistance auprès de l'Établissement lors des visites et contrôles effectués par la commission de sécurité de la préfecture de Police de Paris et par les bureaux agréés de vérification et de contrôle réglementaire dûment mandatés, que ce soit avant, pendant et après les contrôles. Un technicien désigné du titulaire devra être présent lors de ces visites pour avoir la capacité de répondre aux demandes des contrôleurs.

L'Établissement transmettra au titulaire pour chaque implantation les rapports établis par les organismes de contrôle.

Le titulaire disposera alors d'un délai d'un (1) mois à compter de la date d'envoi du rapport par l'Établissement pour traiter les observations et réserves formulées par les organismes de contrôle concernant les installations électriques dont il a la charge dans le cadre des prestations objet du présent marché.

Le traitement de ces réserves et observations consistera en :

- La planification et la réalisation par le titulaire de toutes les actions correctives imposées par les organismes de contrôle,
- L'établissement des devis détaillés pour les actions correctives ou d'amélioration préconisées par les organismes de contrôle,
- La fourniture à l'Établissement d'un rapport de synthèse qui complètera les rapports mensuels, indiquant pour chaque anomalie constatée la date d'intervention et la référence du devis avec son montant.

3.3.5 – Maintenance corrective et curative

Que ce soit pendant les heures de permanence du titulaire sur le site de l'Établissement ou pendant les heures d'astreinte (Cf. article 3.3.7 ci-après), l'intervention et le diagnostic au titre de la maintenance corrective et curative (dépannage d'un équipement provisoirement en panne ou remplacement d'un équipement définitivement défectueux) seront dus par le titulaire.

Seront également compris dans les prestations forfaitaires à la charge du titulaire le dépannage ne nécessitant pas le remplacement de pièces de rechange (hors accessoires et remplacement d'usure courante, type relampage), la prise des mesures conservatoires en vue d'assurer la sécurité des personnes et des biens, la remise en route ou à défaut la remise en route en mode dégradé.

Le titulaire aura chiffré la fourniture à l'Établissement, dans le cadre de ses interventions au titre de la maintenance curative ou corrective objet du présent marché, des fournitures et pièces de rechange nécessaires dès lors que leur montant est inférieur ou égal à 300 € HT pièce unitaire par intervention.

Si une intervention du titulaire au titre de la maintenance corrective ou curative nécessite la fourniture de pièces de rechange d'un montant dépassant la somme de trois cents euros hors taxe (300 € HT), le titulaire devra fournir un devis détaillant le prix des fournitures nécessaires. Le prix des fournitures dépassant le seuil visé ci-dessus fera alors l'objet d'un bon de commande, après accord du représentant de l'Établissement sur le devis. Le devis devra être envoyé par le titulaire par message électronique ou remis en mains propres au représentant de l'Établissement dans les plus brefs délais et en tout état de cause dans un délai inférieur à sept (7) jours ouvrés.

En cas de devis jugé manifestement trop onéreux au regard des pièces et fournitures concernées, ce devis ne sera pas accepté par le représentant de l'Établissement qui pourra faire appel à un ou d'autres prestataires de son choix pour la fourniture des pièces concernées. La notion de devis trop onéreux sera appréciée par l'Établissement au regard des prix habituellement pratiqués par la profession pour le type de fourniture ou pièce concerné.

3.3.6 – Évolution des installations (part à commande)

L'Établissement pourra commander la réalisation de prestations complémentaires en dehors de la part forfaitaire pour des travaux de modifications et d'améliorations sur les installations techniques existantes ou pour des travaux de mise en place d'équipements nouveaux, dans les conditions prévues par la CCAP du marché.

3.3.7 – Ronde technique et suivi des consommations d'énergie (part forfaitaire)

Le titulaire devra mettre en place l'organisation du suivi des consommations d'énergie de l'Établissement, qui comprend le relevé hebdomadaire des compteurs, le suivi comparatif des consommations par énergie et le suivi des paramètres d'optimisation (T_g , φ , puissances atteintes...), lors d'une ronde hebdomadaire réalisée sur la totalité des installations CFO qui font l'objet du présent marché.

Le relevé hebdomadaire des compteurs devra être renseigné par le titulaire sans délai dans l'outil de GMAO de l'Établissement (voir article 4 du présent CCTP ci-après).

En cas de constatation d'une dérive ou d'une consommation anormale, le titulaire devra en informer immédiatement le représentant de l'Établissement et proposer des dispositions à prendre pour y remédier.

Dans le cadre du rapport d'activité mensuel à la charge du titulaire, une analyse précise des consommations et de leur évolution devra être fournie par le titulaire.

L'Établissement se réserve le droit de demander au titulaire d'effectuer ponctuellement et sans surcoût des relevés de la consommation d'énergie plus fréquents afin de lui permettre de juger les niveaux de consommation et de les ajuster.

3.3.8 – Astreinte (part forfaitaire)

En dehors des horaires de présence et de la permanence électrique du titulaire sur le site de l'Établissement, tels que détaillés à l'article 2.2.2 ci-avant, un service d'astreinte joignable par téléphone en dehors des jours et horaires de la permanence sur site devra être mis en place par le titulaire pour permettre les dépannages d'urgence. Cette prestation fait partie de la part forfaitaire du présent marché.

L'appel téléphonique du représentant de l'Établissement (ou de toute autre personne dûment habilitée) déclenchera le déplacement d'un personnel du titulaire qualifié et confirmé (connaissance des matériels du site), capable de :

- Effectuer le diagnostic de la panne,
- Réparer si cela est possible ou remettre en marche dégradée les installations,
- Prendre toutes les mesures conservatoires jugées utiles,
- Et informer concomitamment le représentant de l'Établissement.

Le titulaire renseignera, dans la GMAO de l'Établissement, cette intervention dans un délai maximum de vingt-quatre heures (24 h) suivant l'appel téléphonique de l'Établissement signalant l'incident.

Dans le cas d'une intervention indispensable pour la sécurité ou la sûreté, ou qui conditionnerait l'ouverture du bâtiment et s'il est nécessaire d'effectuer des manœuvres pour lesquelles cet agent du titulaire n'est pas habilité (par exemple, dans un poste électrique haute tension), ou bien dans un domaine hors de sa spécialité, ce dernier devra faire appel à un agent du titulaire dûment qualifié pour l'intervention et gérer cette intervention avec la même exigence d'intervention 24h/24.

Les délais d'intervention seront au maximum dans les quatre heures (4h) suivant l'appel de l'Établissement pour tout dépannage (le titulaire pourra proposer dans son mémoire technique, des délais d'intervention plus courts).

3.3.9 – Consignation

Il appartiendra au titulaire d'effectuer les consignations électriques pour les prestations qu'il réalise lui-même comme pour celles réalisées par d'autres intervenants sur les équipements dont il a la charge dans le cadre du présent marché.

Ces consignations seront faites en respectant les procédures de l'Établissement, en particulier l'élaboration de documents tels qu'une attestation de consignation, une autorisation de travail, etc. (dans le respect du plan général de prévention). Elles feront l'objet d'une demande d'intervention (DI) dans la GMAO de l'Établissement (avec indication de la date, heures de début et de fin de consignation, la nature de l'intervention et le nom de l'intervenant).

Les personnes exécutant ces consignations devront pouvoir justifier des habilitations requises.

Un registre de consignations sous forme papier sera également tenu à jour par le titulaire.

Les manquements à ces obligations pourront faire l'objet de l'application d'une pénalité financière, prévue au CCAP du marché.

ARTICLE 4 : GESTION DE LA MAINTENANCE ASSISTÉE PAR ORDINATEUR (GMAO)

Les visites, opérations et interventions effectuées en exécution du présent marché devront faire l'objet de comptes rendus au sein de la GMAO de l'Établissement. Le titulaire devra renseigner l'outil pour chacune de ses interventions et rédiger un compte-rendu pour toutes les installations faisant l'objet des prestations de maintenance au plus tard dans les vingt-quatre (24) heures suivant son intervention.

4.1 – Généralités

La GMAO, outil logiciel de marque SAM FM dont le fournisseur est PLANON, permet aux équipes de maintenance et d'exploitation de l'Établissement d'assurer le suivi des demandes d'intervention en temps réel, le pilotage, la planification de la maintenance préventive et corrective, la traçabilité et l'optimisation des prestations.

Le titulaire aura l'obligation de l'utiliser dans le cadre du présent marché, pour permettre à ses personnels d'être informés des demandes d'intervention, de suivre l'état d'avancement des interventions planifiées, de consulter les historiques des demandes d'intervention, d'identifier la criticité des demandes d'intervention et des niveaux d'intervention et de réaliser les comptes-rendus de toutes les interventions effectuées.

L'Établissement restera propriétaire des données renseignées dans la GMAO par le titulaire.

Les fonctionnalités de la GMAO sont les suivantes :

- Gestion des prestations de la part forfaitaire de la maintenance préventive et corrective :
 - Inventaire des équipements techniques maintenus,
 - Planification annuelle des gammes de maintenance préventives,
 - Élaboration et suivi des prestations ponctuelles,
 - Suivi des consommations d'énergie.
- Élaborations de certaines demandes d'intervention :
 - Émission des demandes,
 - Traitement des demandes,
 - Planification du traitement des demandes,
 - Retour d'état d'avancement,
 - Bilan de gestion avec indicateurs.

4.2 – Règles d'utilisation

4.2.1 – Accès à l'outil

Deux types d'accès à la GMAO seront fournis par l'Établissement au titulaire pour les profils suivants :

- Un accès gestionnaire unique pour le personnel opérationnel du titulaire, permettant la saisie des rapports d'interventions dans l'outil de GMAO,
- Un accès simultané pour le responsable technique du titulaire en charge du pilotage et du suivi des prestations, pour permettre la gestion de l'activité de ses équipes, la planification des interventions ou l'extraction des données pour le rapport d'activité mensuel.

Les accès fournis par l'Établissement au titulaire seront pris en charge financièrement et gérés opérationnellement par l'Établissement.

Les deux codes d'accès fournis par l'Établissement pour chacun des profils définis ci-dessus seront personnels et ne pourront en aucun cas être divulgués à des tiers par le titulaire. Le titulaire sera seul responsable de tous dommages générés dans la GMAO à partir des codes d'accès lui étant attribués.

4.2.2 – Planification des activités

Le titulaire devra intégrer dans la GMAO la planification de ses activités ainsi que celle de ses sous-traitants éventuels, selon un rythme annuel, en tenant compte des prescriptions du présent CCTP ainsi que de celles de l'annexe 3 du CCTP (gammes de maintenance minimales à effectuer) et selon toute modification transmise par l'Établissement.

Cette planification devra être effectuée au plus tôt pendant la phase de prise en charge de l'exploitation (Cf. article 3.2 ci-avant) et devra être, préalablement à sa saisie dans l'outil de GMAO, expressément validée par écrit par l'Établissement.

En cours d'année, il pourra être nécessaire de réexaminer le programme initial au vu des conditions réelles d'utilisation, des observations, des incidents et des contrôles. Toute modification de la planification initiale des interventions devra, pour être effective, avoir été validée préalablement et par écrit par l'Établissement.

Le titulaire s'engage à participer à l'enrichissement du programme de maintenance préventive, de façon à assurer la meilleure adéquation entre le coût de cette dernière, l'efficacité au regard des interventions de maintenance corrective et l'importance de la gêne effective causée aux usagers.

Le suivi et le respect du planning devra apparaître dans le rapport mensuel d'activité (RMA) dont la rédaction sera à la charge du titulaire. Tout retard du titulaire par rapport au planning d'intervention défini devra être justifié et pourra faire l'objet d'une pénalité financière telle que définie au CCAP du marché.

4.2.3 – « Reporting »

Le titulaire devra mettre en place un « *reporting* » mensuel et annuel de ses interventions suivant les données de suivi de ses activités, comprenant :

- Le suivi du planning et des écarts de planification des prestations ;
- L'analyse des demandes d'interventions et du respect des délais associés par criticité.

4.2.4 – Gestion et traitement des demandes d'intervention (DI)

Les demandes d'intervention seront transmises par l'Établissement au représentant du titulaire soit à travers une DI directement saisie par un agent de l'Établissement dans l'outil GMAO, soit par tout autre moyen (courriel, téléphone, centrale d'appel du titulaire), ce qui nécessite alors la saisie de la demande par le personnel du titulaire dans le logiciel de GMAO.

Aucune intervention réalisée dans le cadre du présent marché ne pourra être effectuée sans faire l'objet d'une DI dans l'outil.

Toute demande d'intervention qui lui sera adressée au moyen de la GMAO devra être immédiatement prise en charge par le titulaire, qui devra adresser au demandeur une réponse immédiate, indiquant soit que la demande sera satisfaite par le biais d'un compte-rendu qui clôturera la DI, soit pour les interventions qui nécessiteront plus de temps, le délai prévu pour la planification de l'intervention. Dans ce second cas, une réponse devra être adressée au demandeur à la fin de l'intervention, par un compte-rendu, indiquant que la demande est satisfaite.

4.2.5 – Compte-rendu

Un compte-rendu de chaque intervention réalisée par le titulaire devra être établi par ce dernier dans l'outil de GMAO dans un délai maximal de vingt-quatre heures (24h) après la fin de l'intervention. Tout retard de génération d'un compte-rendu après la fin d'intervention pourra faire l'objet d'une pénalité, telle que définie au CCAP du marché.

Ce compte-rendu devra contenir les informations suivantes :

- Le nom du rédacteur (et de l'intervenant, si ce sont deux personnes différentes) ;
- La durée, le lieu d'intervention et la qualification du personnel employé ;
- Le détail des tâches effectuées sur les équipements ;
- Le détail des fournitures et pièces utilisées et/ou remplacées et leur prix ;
- Les observations et relevés éventuels.

En cas de rapport d'intervention corrective, les informations devront comprendre au minimum :

- Le constat ;
- Le rapprochement du constat à une référence (norme, règlement, règle, ...) ;
- Les conséquences que la situation peut engendrer ;
- Les solutions (proposition technique, renvoi vers un professionnel...).

Le compte-rendu devra faire référence précisément à toutes les actions effectuées pour faciliter le suivi et la compréhension de l'intervention.

Pour chaque identification de panne, le titulaire devra renseigner l'équipement en défaut dans l'opération pour qu'un historique puisse se créer sur les installations électriques de l'Établissement.

Son compte-rendu devra faire apparaître les informations suivantes :

- État des équipements à l'arrivée du technicien ;
- Descriptif de la panne détectée ;
- Cause probable / supposée de la panne ;
- Équipement(s) échangé(s) ;
- État fonctionnel de l'équipement au départ du technicien ;
- Le cas échéant les délais de remise en service.

4.2.6 – Délais d'intervention

Dans le cadre du traitement des demandes d'intervention, les délais sont définis comme suit :

- Le délai de prise en charge : délai entre le signalement d'une demande d'intervention au titulaire et la prise en charge par un agent compétent du titulaire,
- Le délai d'intervention : délai entre l'arrivée de l'intervenant du titulaire sur le lieu de la demande d'intervention et la remise en état d'usage, au moins provisoire (y compris par un palliatif), de la zone ou de l'équipement concerné,
- Le délai de remise en état définitif : délai entre la première intervention du titulaire et la remise en état définitif de l'installation permettant de retrouver l'usage des espaces ou équipements selon leurs spécifications initiales.

Le titulaire s'engage à respecter les délais maximaux définis ci-après (dans lesquels « mn » signifie « minute », « h » signifie « heure » et « j » signifie « jour ») :

Niveau de criticité	Délais		
	Prise en charge	Intervention	Remise en état définitif
C1 : URGENT , susceptible de remettre en cause la sécurité des personnes et des biens, l'activité de l'Établissement	< 30 mn	< 2 h	< 1 j
C2 : CRITIQUE , présentant un risque modéré sur le fonctionnement de l'Établissement et ne remettant pas en cause la sécurité des personnes et des biens	< 1 h	< 4 h	< 2 j
C3 : PRIORITAIRE	< 2 h	< 8 h	< 5 j
C4 : IMPORTANTE	< 4 h	< 16 h	< 7 j
C5 : NORMAL	< 24 h	< 7 j	< 14 j

Le titulaire pourra saisir lui-même des délais d'intervention quand il enregistrera une demande d'intervention, mais tous les délais saisis par le titulaire dans la GMAO devront obligatoirement être validés par l'Établissement.

4.2.7 – Formation du personnel

Dans le cadre de la phase de prise en charge de l'exploitation, le titulaire devra assurer la formation de son personnel à l'utilisation de la GMAO, en complément du support de formation transmis par l'Établissement.

En cas de manquement, ou de non-respect des exigences contractuelles susmentionnées, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité financière définie au CCAP du marché.

4.2.8 – Évolution de l'outil logiciel GMAO

L'Établissement pourra faire évoluer l'outil de GMAO en intégrant une fonction ou un module de mobilité permettant au titulaire de recevoir les demandes d'interventions (DI) par notification, de saisir le rapport d'intervention et de traiter les tâches d'exploitation courante à l'aide d'un smartphone.

Dans le cas où ce module serait mis en œuvre par l'Établissement, le titulaire en sera informé et il devra alors mettre en place les moyens et former son personnel pour l'utilisation de ce module complémentaire. Les modalités de cette mise en place seront arrêtées d'un commun accord entre l'Établissement et le titulaire.

ARTICLE 5 : PILOTAGE DU MARCHÉ

5.1 – Réunion hebdomadaire de suivi du marché

Le représentant du titulaire devra participer à la réunion prévue chaque semaine à jour et heure fixes pour assurer le suivi des interventions au titre du présent marché, le contrôle du planning d'exécution des prestations, l'anticipation ou l'identification des éventuelles absences et les remplacements nécessaires (congrés, maladie, etc.), l'échange d'informations susceptibles d'avoir un impact sur les prestations objet du marché (programmation de travaux, événements exceptionnels, expositions temporaires, etc.).

En cas de non-transmission du planning de présence des agents affectés à l'exécution des prestations, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité financière définie au CCAP du marché.

En cas d'absence du chef d'équipe ou de son représentant dûment désigné à la réunion hebdomadaire, une pénalité pourra être appliquée, dans les conditions prévues au CCAP du marché.

5.2 - Rapport mensuel d'activité (RMA)

L'une des réunions hebdomadaires pourra être l'occasion d'examiner le rapport mensuel d'activité (RMA), qui devra être transmis par le titulaire au représentant de l'Établissement au plus tard trois (3) jours ouvrés avant ladite réunion hebdomadaire et qui fera la synthèse :

- De l'état d'avancement des interventions planifiées, des actions correctives et des demandes d'intervention (recensées par domaine, lieu, type d'intervention, etc.),
- Du relevé des consommations d'électricité (qui recense dans un tableau de bord mensuel les relevés hebdomadaires évoqués à l'article 3.3.5 ci-avant),
- Du bilan des essais du groupe électrogène,
- Des constats d'anomalies avec une analyse des indicateurs de qualité de la maintenance,
- Du suivi des commandes en cours et des opérations inscrites dans l'outil GMAO,
- Du plan d'actions à entreprendre (renforcement du volume horaire, renforcement du personnel, remplacement de matériel, etc.), sans coût supplémentaire pour l'Établissement.

À la suite de cette réunion, qui pourra être l'occasion d'une modification du RMA, celui-ci devra être approuvé par l'Établissement par écrit. Sans retour de l'Établissement dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la réception du RMA modifié, ou de la réunion si le RMA n'est pas modifié, celui-ci sera considéré comme approuvé. En cas de désaccord, le titulaire devra modifier le RMA dans les trois (3) jours ouvrés suivant le courriel de l'Établissement manifestant son désaccord. L'Établissement disposera alors d'un nouveau délai similaire au délai susmentionné pour l'approbation du RMA modifié.

En cas de manquement, de non-transmission, ou de non-respect des exigences contractuelles susmentionnées, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité financière, telle que définie au CCAP du marché.

5.3 – Rapport annuel

Un rapport annuel, remis au cours du mois anniversaire de la notification du présent marché de chaque année, devra comporter le récapitulatif des différentes interventions effectuées au cours de l'année précédente. À ce titre, il comportera notamment :

- Le récapitulatif des différentes interventions effectuées au cours de l'année précédente et des matériels remplacés ;
- Les anomalies principales et les faits marquants ;
- Un rapport sur les non-conformités éventuelles et sur l'évolution de la réglementation concernant l'objet du marché ;
- Un rapport technique sur l'état des matériels et propositions éventuelles pour améliorer leur fonctionnement ;
- Une prévision budgétaire de travaux éventuels à effectuer pour l'année à venir et pour les 3 années à venir.

Les manquements à ces obligations pourront faire l'objet de l'application d'une pénalité financière, prévue au CCAP du marché.

5.4 – Réunions extraordinaires

Des réunions extraordinaires pourront également être programmées si besoin, déclenchées par l'une ou l'autre des parties dans des délais et selon des modalités convenues entre elles.

En cas d'absence du responsable technique du titulaire ou de son représentant désigné ou remplaçant ayant le même pouvoir décisionnaire, à une réunion extraordinaire programmée, une pénalité financière pourra être appliquée au titulaire dans les conditions prévues au CCAP du marché.

5.5 – Outils de communication

Le titulaire devra fournir un téléphone portable de type smartphone et une liaison téléphonique (numéro de téléphone unique) au technicien de maintenance présent sur le site de l'Établissement dans le cadre de la permanence électricité et à tout agent assurant une permanence électrique, afin de rendre les interactions opérationnelles plus fluides entre le titulaire et l'Établissement. Ces liaisons téléphoniques devront être fonctionnelles au démarrage des prestations du marché. Le personnel du titulaire devra avoir accès à l'adresse de messagerie permettant de recevoir les demandes d'intervention issues de l'outil GMAO, auxquelles il pourra éventuellement accéder via le smartphone mis à disposition par le titulaire.

À défaut, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité financière définie au CCAP du marché.

De plus, le titulaire devra la fourniture et l'installation dans les espaces de l'Établissement de tout matériel nécessaire à l'utilisation de l'outil GMAO par ses agents (poste informatique, moyens de communication, périphériques, imprimante, etc.), des consommables et des fournitures nécessaires à l'utilisation de la GMAO (moyens de sauvegardes, papier, toner, etc.).

ARTICLE 6 : PRINCIPES ENVIRONNEMENTAUX À RESPECTER

Dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché, le titulaire devra respecter les principes environnementaux et de développement durable et mettre en œuvre des pratiques visant à réduire l'impact environnemental de ses interventions. À ce titre, il sera tenu aux obligations suivantes :

6.1 – Gestion des déchets et matériaux électriques

Le titulaire assurera la collecte, le tri, l'évacuation et le traitement de tous les déchets issus des interventions (notamment câbles, appareillages, luminaires, sources lumineuses, batteries, composants électroniques), dans des filières réglementaires et agréées DEEE.

Il devra être en mesure de fournir, sur demande de l'Établissement, les justificatifs de traçabilité et de traitement (BSD, certificats, bordereaux de recyclage...).

6.2 – Maîtrise et optimisation des consommations énergétiques

Le titulaire mettra en œuvre toutes actions contribuant à la réduction des consommations électriques, notamment :

- Proposition de solutions techniques à haute efficacité énergétique (LED, pilotage, détection, optimisation d'horaires),
- Signalement de toute dérive ou anomalie énergétique constatée,
- Recommandations d'amélioration et d'optimisation des installations.

6.3 – Choix de matériels et consommables écoresponsables

Les équipements fournis devront, autant que possible :

- Être conformes aux réglementations environnementales en vigueur (CE, RoHS, etc.),
- Présenter une faible consommation énergétique,
- Disposer d'une longue durée de vie et être réparables ou recyclables,
- Être issus de filières ou fabricants engagés dans une démarche environnementale (ISO 14001 ou équivalent).

6.4 – Réduction de l'empreinte liée aux déplacements

Le titulaire s'engage à organiser ses interventions de manière à limiter les déplacements, en privilégiant notamment :

- La mutualisation des visites,
- L'optimisation des trajets,
- L'utilisation de véhicules à faibles émissions (électriques, hybrides ou équivalents) lorsque cela sera possible.

6.5 – Engagements RSE et bonnes pratiques internes

Le titulaire mettra en œuvre toute action permettant la réduction de l'impact environnemental dans le cadre de la réalisation de ses prestations au titre du présent marché, notamment :

- Formation des équipes aux bonnes pratiques environnementales,
- Sensibilisation à l'économie d'énergie et à la gestion responsable des ressources,
- Mise en place d'actions internes relevant d'une démarche RSE au regard et compte-tenu des prestations à réaliser (responsabilité sociétale des entreprises).

Le titulaire devra pouvoir justifier, à tout moment et sur demande de l'Établissement, de la conformité de ses pratiques aux obligations décrites ci-dessus, en lien direct avec l'objet du présent marché et la nature des prestations à réaliser.